

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/202888]

17 MAI 2016. — Arrêté ministériel fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats de location d'infrastructures de stockage d'effluents d'élevage et des documents de suivi qui s'y rapportent

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité, des Transports et du Bien-être animal,

Vu le chapitre IV du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D. 167 et D. 177, modifiés en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014;

Vu l'article R. 199, du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 13 juin 2014;

Vu l'avis 59285 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, établi en application du décret wallon du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du 9 mars 2016 de la Commission consultative de l'eau;

Considérant la nécessité de fixer les modalités de mise en œuvre des contrats de location d'infrastructures de stockage d'effluents d'élevage et des documents de suivi qui s'y rapportent,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Preneur » : personne physique ou morale qui prend en location une ou plusieurs infrastructures de stockage d'effluents d'élevage;
- « Bailleur » : personnes physique ou morale qui met à disposition d'une exploitation agricole une ou plusieurs infrastructures de stockage d'effluents d'élevage.

Art. 3. Le preneur et le bailleur qui souhaitent conclure un contrat de location d'une ou plusieurs infrastructures de stockage d'effluents d'élevage tel que visé à l'article R. 199 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau transmettent à l'Administration, telle que visée à l'article R. 188, 2^o, du même Code, les informations reprises à l'annexe 1 par le biais d'une déclaration écrite signée par les deux parties.

Art. 4. L'Administration visite l'infrastructure louée si elle ne bénéficie pas d'une ACISEE valide, telle que visée à l'article R. 188, 1^o, du Code de l'Eau, et vérifie si la capacité de celle-ci est suffisante pour abriter les quantités déclarées conformément à l'article 3, compte tenu des capacités nécessaires aux activités du bailleur et aux autres contrats passés par celui-ci. Elle détermine également si l'infrastructure est conforme au Code de l'Eau ainsi que, par type d'effluent, la distance entre le lieu habituel de résidence des animaux du preneur qui produisent ces effluents et l'infrastructure louée. La distance est calculée à l'aide de deux coordonnées de géo-localisation.

Dans le cas où la distance déterminée à l'alinéa 1^{er} est supérieure à 10 kilomètres, le document de suivi du stockage fixé à l'annexe 2 est transmis à l'Administration par le preneur conformément à l'article R. 199, § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, du Code de l'Eau.

Art. 5. L'Administration approuve le contrat de location d'une infrastructure de stockage d'effluents d'élevage conclu entre le preneur et le bailleur s'il ressort de sa visite ou de l'examen des pièces que :

- 1^o la déclaration relative au contrat comprend les informations reprises à l'annexe 1 et porte les signatures des deux parties contractantes;
- 2^o la capacité de l'infrastructure de stockage mise à la disposition du preneur par le bailleur est suffisante;
- 3^o l'infrastructure de stockage louée est conforme aux dispositions des articles R. 194 à R. 197 du Code de l'Eau ou bénéficie d'une ACISEE valide.

Le contrat est approuvé par l'Administration pour une durée de 5 ans. Si le contrat de location de l'infrastructure de stockage expire dans un délai inférieur à 5 ans à partir de cette approbation, l'ACISEE du preneur est revue en conséquence à l'expiration du contrat. Si l'infrastructure de stockage mise à disposition par le bailleur bénéficie d'une ACISEE valide, la validité de l'approbation du contrat ne peut excéder celle de l'ACISEE de l'infrastructure du bailleur.

Si, au terme de sa visite ou de l'examen des pièces, l'Administration constate que le contrat ne peut être approuvé, le preneur dispose d'un délai unique de deux mois pour soumettre un nouveau contrat à l'Administration.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de résiliation anticipée du contrat de location de l'infrastructure, le preneur en informe par écrit l'Administration dans un délai d'un mois. Celle-ci réduit la durée de validité de l'ACISEE si nécessaire.

§ 2. Les contractants sont tenus de signaler sans délai à l'administration toute irrégularité, dérogation au contrat ou toute modification relative aux conditions d'approbation reprises à l'article 5.

Art. 7. L'Administration communique sa décision motivée aux parties contractantes dans le mois suivant la visite. Dans le cas où le contrat est approuvé, l'Administration communique aux parties contractantes le numéro sous lequel il est référencé.

Namur, le 17 mai 2016.

C. DI ANTONIO

ANNEXE I

DECLARATION RELATIVE AU CONTRAT DE LOCATION D'UNE OU PLUSIEURS INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE

Référence du contrat : (administration)

Entre d'une part, le preneur

Personne physique ou morale qui prend en location une ou plusieurs infrastructures de stockage d'effluents d'élevage.

Et d'autre part, le bailleur

Personnes physique ou morale qui met à disposition d'une exploitation agricole une ou plusieurs infrastructures de stockage d'effluents d'élevage.

Agissant comme : Agriculteur <input type="checkbox"/>	Agissant comme : Agriculteur <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>
Nom, prénom, société, adresse :	Nom, prénom, société, adresse :
CP : Localité :	CP : Localité :
N° de producteur : -	N° de producteur (si applicable) : -
Adresse du lieu de résidence des animaux (si différente de l'adresse précitée) :	Adresse de l'infrastructure mise à disposition (si différente de l'adresse précitée) :
CP : Localité :	CP : Localité :
Tél : Fax:	Tél : Fax:

Volume de stockage mis à disposition

Le contrat porte annuellement sur la location des surfaces ou volumes suivants :

<input type="checkbox"/>	M ² /M ³ (1) pour accueillir	<input type="checkbox"/>	M ³ de..... code (voir verso)	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	M ² /M ³ (1) pour accueillir	<input type="checkbox"/>	M ³ de..... code (voir verso)	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	M ² /M ³ (1) pour accueillir	<input type="checkbox"/>	M ³ de..... code (voir verso)	<input type="checkbox"/>

(1) M² pour stockage sur dalle (fumière), M³ pour fosse (effluents liquides). Biffer la mention inutile

Période de validité

Le contrat prend cours à la date du :

<input type="checkbox"/>	/	<input type="checkbox"/>	/	20	<input type="checkbox"/>
--------------------------	---	--------------------------	---	----	--------------------------

et est conclu pour une période de

<input type="checkbox"/>	ans
--------------------------	-----

Signature des contractants

Fait à	le	
Le preneur		Le bailleur

Tableau indicatif des codes associés aux différents types d'effluent d'élevage

Fumier		Lisier ou fientes	
Catégories d'animaux	Code	Catégories d'animaux	Code
Bovins	11	Bovins	21
Ovins	12	Porcins	22
Porcins	13	Volailles	
Litière bio-maîtrisée de porcins	17	Fientes humides	31
Caprins	14	Fientes pré-séchées	32
Equins	15	Fientes séchées	33
Volailles	16	Lapins	34
Phase solide de lisier			
Bovins	23		
Porcins	24		
Purin		Compost de fumier	
Catégories d'animaux	Code	Catégories d'animaux	
Bovins		Bovins	51
Stabulation entravée	41		
Jus d'écoulement de fumière	42		

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 17 mai 2016 fixant les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des contrats de location d'infrastructures de stockage d'effluents d'élevage et des documents de suivi qui s'y rapportent.

Namur, le 17 mai 2016.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité,
des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/202888]

17. MAI 2016 — Ministerialerlass zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und Überprüfung der ordnungsgemäßen Durchführung der Mietverträge für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern und der betreffenden Kontrolldokumente

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität, Transportwesen und Tierschutz,

Aufgrund des Kapitels IV von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.167 und D.177 in der durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 zuletzt abgeänderten Fassung;

Aufgrund Artikel R.199 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 13. Juni 2014;

Aufgrund des am 2. Mai 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 59285 des Staatsrats;

Aufgrund des Berichts zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen, der in Anwendung des wallonischen Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des Gutachtens vom 9. März 2016 des Beratungsausschusses für Wasser ("Commission consultative de l'eau");

Aufgrund der Notwendigkeit der Festlegung von Modalitäten zur Umsetzung und Überprüfung der ordnungsgemäßen Durchführung der Mietverträge für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern und der betreffenden Kontrolldokumente,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 91/676/EWG des Rates vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung dieses Erlasses gelten folgende Definitionen:

- "Mieter": eine natürliche oder juristische Person, die eine oder mehrere Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern in Miete nimmt;
- "Vermieter": eine natürliche oder juristische Person, die einem landwirtschaftlichen Betrieb eine oder mehrere Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht abwässern zur Verfügung stellt;

Art. 3 - Der Mieter und der Vermieter, die einen Mietvertrag für eine oder mehrere Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzuchtabwässern gemäß Artikel R.199 des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, abschließen möchten, übermitteln der in Artikel R.188 Ziffer 2 desselben Gesetzbuches genannten Verwaltung durch eine schriftliche und von beiden Parteien unterzeichnete Erklärung die in Anhang 1 genannten Informationen.

Art. 4 - Die Verwaltung besichtigt die vermietete Infrastruktur, wenn sie über keine gültige ACISEE-Bescheinigung nach Artikel R.188 Ziffer 1 des Wassergesetzbuches verfügt, und prüft, ob diese Infrastruktur eine genügende Kapazität bietet, um die gemäß Artikel 3 angegebenen Mengen zu lagern, unter Berücksichtigung der Kapazitäten, die für die Aktivitäten des Vermieters und die anderen Verträge, die Letzterer abgeschlossen hat, nötig sind. Sie bestimmt ebenfalls, ob die Infrastruktur den Auflagen des Wassergesetzbuches genügt, sowie, für jede Art Tierzuchtabwasser, den Abstand zwischen dem gewöhnlichen Aufenthaltsort der Tiere des Mieters, die diese Tierzuchtabwässer erzeugen, und der gemieteten Infrastruktur. Der Abstand wird anhand von zwei Geopositionskordinaten berechnet.

Falls der gemäß Absatz 1 bestimmte Abstand 10 Kilometer übertrifft, übermittelt der Mieter das Kontrolldokument für die Lagerung nach Anhang 2 der Verwaltung gemäß Artikel R.199 § 1 Absatz 2 Ziffer 1 des Wassergesetzbuches.

Art. 5 - Die Verwaltung genehmigt den zwischen dem Mieter und dem Vermieter abgeschlossenen Mietvertrag für eine Infrastruktur zur Lagerung von Tierzuchtabwässern, wenn sich aus ihrer Besichtigung oder der Untersuchung der Dokumente Folgendes erweist:

- 1° die Erklärung in Bezug auf den Vertrag umfasst die Informationen nach Anhang 1 sowie die Unterschriften beider Vertragsparteien;
- 2° die Lagerungsinfrastruktur, die der Vermieter dem Mieter zur Verfügung stellt, verfügt über eine ausreichende Kapazität;
- 3° die vermietete Lagerungsinfrastruktur genügt den Bestimmungen der Artikel R.194 bis R.197 des Wassergesetzbuches oder verfügt über eine gültige ACISEE-Bescheinigung.

Die Verwaltung genehmigt den Vertrag für eine Dauer von 5 Jahren. Wenn der Mietvertrag für die Lagerungsinfrastruktur binnen einer Frist unter 5 Jahren ab dieser Genehmigung erlischt, wird die ACISEE-Bescheinigung des Mieters am Ablauf des Vertrags entsprechend überprüft. Wenn die vom Vermieter zur Verfügung gestellte Lagerungsinfrastruktur über eine gültige ACISEE-Bescheinigung verfügt, kann die Gültigkeit der Genehmigung des Vertrags diejenige der ACISEE-Bescheinigung der Infrastruktur des Vermieters nicht übertreffen.

Wenn die Verwaltung anschließend an ihren Besuch oder an die Untersuchung der Dokumente feststellt, dass der Vertrag nicht genehmigt werden kann, verfügt der Mieter über eine einmalige Nachfrist von zwei Monaten, um der Verwaltung einen neuen Vertrag vorzulegen.

Art. 6 - § 1. Im Falle einer vorzeitigen Kündigung des Mietvertrags für die Infrastruktur, informiert der Mieter die Verwaltung darüber innerhalb einer Frist von einem Monat. Wenn nötig verkürzt die Verwaltung die Gültigkeitsfrist der ACISEE-Bescheinigung.

§ 2. Die Vertragsparteien sind verpflichtet, der Verwaltung jede Unregelmäßigkeit, Vertragsabweichung oder Änderung in Bezug auf die in Artikel 5 aufgeführten Genehmigungsbedingungen unverzüglich mitzuteilen.

Art. 7 - Innerhalb von einem Monat nach ihrer Besichtigung teilt die Verwaltung den Vertragsparteien ihren begründeten Beschluss mit. Wird der Vertrag genehmigt, so teilt die Verwaltung den Vertragsparteien die Aktennummer des Vertrags mit.

Namur, den 17. Mai 2016

C. DI ANTONIO

Informationstabelle mit den Kode-Nummern für die verschiedenen Arten von Tierzucht-
abwässern

Mist		Gülle oder Kot	
Tierkategorien	Kode-Nr.	Tierkategorien	Kode-Nr.
Rinder	11	Rinder	21
Schafe	12	Schweine	22
Schweine	13	Geflügel	
Biokontrollierte Einstreu für Schweine	17	Feuchter Geflügelkot	31
Ziegen	14	Vorgetrockneter Geflügelkot	32
Pferde	15	Trockener Geflügelkot	33
Geflügel	16	Kaninchen	34
Feste Güllephase			
Rinder	23		
Schweine	24		
Jauche		Mistkompost	
Tierkategorien	Kode-Nr.	Tierkategorien	
Rinder		Rinder	51
Anbindestallhaltung	41		
Sickersaft aus einem Mistplatz	42		

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 17. Mai 2016 zur Festlegung der Modalitäten zur Umsetzung und Überprüfung der ordnungsgemäßen Durchführung der Mietverträge für Infrastrukturen zur Lagerung von Tierzucht-
abwässern und der betreffenden Kontrolldokumente als Anhang beigefügt zu werden

Namur, den 17. Mai 2016

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität, Transportwesen und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/202888]

17 MEI 2016. — Ministerieel besluit tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering van en de controle op de goede uitvoering van de huurcontracten voor opslaginfrastructuren voor dierlijke mest en van de desbetreffende opvolgingsdocumenten

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,

Gelet op hoofdstuk IV van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op artikelen D. 167 en D. 177, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014;

Gelet op artikel R.199 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, laatst gewijzigd bij het besluit van 13 juni 2014;

Gelet op advies 59285 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het evaluatierapport over de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen, overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Wateradviescommissie, gegeven op 9 maart 2016;

Gelet op de noodzaak tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering van de huurcontracten voor opslaginfrastructuren voor dierlijke mest en van de desbetreffende opvolgingsdocumenten,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 betreffende de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- « Huurder » : natuurlijke of rechtspersoon die één of meerdere opslaginfrastructuren voor dierlijke mest huurt;
- « Verhuurder » : natuurlijke of rechtspersoon die één of meerdere opslaginfrastructuren voor dierlijke mest ter beschikking stelt van een landbouwbedrijf.

Art. 3. De huurder en de verhuurder die een huurcontract wensen te sluiten voor één of meerdere opslaginfrastructuren voor dierlijke mest zoals bedoeld in artikel R.199 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, maken de administratie zoals bedoeld in artikel R.188, 2^o, van hetzelfde Wetboek de gegevens bedoeld in bijlage I over via een schriftelijke en door beide partijen ondertekende verklaring.

Art. 4. De administratie bezoekt de gehuurde infrastructuur als daarvoor geen geldig ACISEE-attest bestaat zoals bedoeld in artikel R.188, 1^o, van het Waterwetboek en gaat na of de capaciteit ervan voldoet om de overeenkomstig artikel 3 aangegeven hoeveelheden onder te brengen, rekening houdend met de capaciteit die nodig is voor de activiteiten van de verhuurder en de andere door laatstgenoemde aangegane contracten. Ze gaat eveneens na of de infrastructuur in overeenstemming is met het Waterwetboek en gaat per soort mest de afstand na tussen de gewoonlijke plaats waar de mest producerende dieren van de huurder verblijven en de gehuurde infrastructuur. De afstand wordt met behulp van twee coördinaten voor geolokalisatie gemeten.

In het geval waarin de afstand bepaald in lid 1 hoger is dan 10 kilometer, wordt het opvolgingsdocument voor de opslag vastgesteld in bijlage 2 door de huurder aan de administratie overgemaakt overeenkomstig artikel R.199, § 1, lid 2, 1^o, van het Waterwetboek.

Art. 5. De administratie keurt het huurcontract voor een opslaginfrastructuur voor dierlijke mest, gesloten tussen de huurder en de verhuurder, goed als uit haar bezoek of het nazicht van de stukken blijkt :

- 1^o dat de aangifte betreffende het contract de gegevens bevat vermeld in bijlage 1 en de handtekeningen van beide contractsluitende partijen draagt;
- 2^o dat de capaciteit van de opslaginfrastructuur, door de verhuurder ter beschikking van de huurder gesteld, voldoende is;
- 3^o dat de gehuurde opslaginfrastructuur in overeenstemming is met de bepalingen van de artikelen R.194 tot R.197 van het Waterwetboek of een geldig ACISEE-attest gekregen heeft.

Het contract wordt door de administratie voor een duur van vijf jaar goedgekeurd. Als het huurcontract voor de opslaginfrastructuur verstrijkt binnen een termijn van minder dan vijf jaar te rekenen van die goedkeuring, wordt het ACISEE-attest van de huurder dienovereenkomstig herzien bij verstrijken van het contract. Als de opslaginfrastructuur, door de verhuurder ter beschikking gesteld, een geldig ACISEE-attest gekregen heeft, mag de geldigheid van de goedkeuring van het contract de geldigheid van het ACISEE-attest van de infrastructuur van de verhuurder niet overschrijden.

Als de administratie na afloop van haar bezoek of van het nazicht van de stukken vaststelt dat het contract niet goedgekeurd kan worden, beschikt de huurder over een eenmalige termijn van twee maanden om de administratie een nieuw contract voor te leggen.

Art. 6. § 1. Bij vervoegde opzegging van het huurcontract van de infrastructuur licht de huurder de administratie daar binnen een termijn van één maand over in. Laatstgenoemde kort indien nodig de geldigheidsduur van het ACISEE-attest in.

§ 2. De contractsluitende partijen moeten de administratie onverwijld elke onregelmatigheid, afwijking in het contract of elke wijziging betreffende de goedkeuringsvoorwaarden vermeld in artikel 5 melden.

Art. 7. De administratie deelt haar gemotiveerde beslissing binnen de maand volgend op het bezoek aan de contractsluitende partijen mee. In het geval waarin het contract goedgekeurd wordt, deelt de administratie de contractsluitende partijen het dienovereenkomstige referentnummer mee.

Namen, 17 mei 2016.

C. DI ANTONIO

Indicatieve tabel van de codes behorend tot de verschillende types dierlijke mest

Mest		Aalt of zuivere pluimveemest	
Categorieën dieren	Code	Categorieën dieren	Code
Runderen	11	Runderen	21
Schaapachtigen	12	Varkensachtigen	22
Varkensachtigen	13	Pluimvee	
Biobeheerst strobed van varkens	17	Zachte mest	31
Geitachtigen	14	Vooraf gedroogde mest	32
Paardachtigen	15	Gedroogde zuivere pluimveemest	33
Pluimvee	16	Konijnen	34
Ruige mest			
Runderen	23		
Varkensachtigen	24		
Gier		Mestcompost	
Categorieën dieren	Code	Categorieën dieren	
Runderen		Runderen	51
Gekluisterde stalhouding	41		
Afvoelisel uit mestvaalt	42		

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 17 mei 2016 tot bepaling van de modaliteiten voor de uitvoering van en de controle op de goede uitvoering van de huurcontracten voor opslaginfrastructuren voor dierlijke mest en van de desbetreffende opvolgingsdocumenten.

Namen, 17 mei 2016.

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00349]

Koninklijk besluit tot instelling van de lokale politie van de politiezone Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven/Halen/Herk-de-Stad/Lummen

Bij koninklijk besluit van 29 mei 2016 wordt de lokale politie van de politiezone “Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven/Halen/Herk-de-Stad/Lummen” ingesteld op datum van 1 januari 2016.

De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00349]

Arrêté royal instituant la police locale de la zone de police de Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven/Halen/Herk-de-Stad/Lummen

Par arrêté royal du 29 mai 2016 la police locale de la zone de police de « Diepenbeek/Hasselt/Zonhoven/Halen/Herk-de-Stad/Lummen » est instituée à la date du 1^{er} janvier 2016.

Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00361]

Personeel. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 26 mei 2016, wordt Mevrouw Carine De Cooman vast aangewezen als hoofdgriffier bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen met ingang van 1 juni 2016.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00361]

Personnel. — Désignation

Par arrêté royal du 26 mai 2016, Madame Carine De Cooman est désignée à titre définitif comme greffier en chef au Conseil du Contentieux des Etranger à partir du 1^{er} juin 2016.